fonction publique

22 mars
Augmenter les salaires !

La situation faite aux 5,5 millions d'agents publics est inacceptable !

Un travail mal reconnu, de nombreux agents en difficulté pour en vivre correctement, une situation néfaste à la Fonction publique (image, attractivité…) et économiquement inefficace... voilà les conséquences du gel de la valeur du point d'indice depuis 2010.
Cette politique est un échec.

constats :

• Par rapport à 2000 une perte de pouvoir d'achat équivalente à près de deux mois de salaire par an.

• Les salaires des enseignants en régression, comparés à leur niveau de l'année 2000 alors que sur la même période, ils ont augmenté dans la quasi-totalité des autres pays de l'OCDE.

• Le salaire moyen des femmes dans la fonction publique est inférieur de 14% à celui des hommes (hors prise en compte des temps partiels et incomplets).

La FSU, principale organisation syndicale de la Fonction publique

Exige qu'il soit mis immédiatement fin au gel du point d'indice et que celui-ci soit revalorisé significativement pour conforter les salaires de tous les agents.

Exige une mesure immédiate et d'urgence pour commencer à remettre les salaires à niveau

Exige la programmation dès maintenant de mesures pour le début 2017 permettant d'annuler les effets de l'inflation depuis 2012.

F.S.U.

Avec la FSU,
pour le Service Public !



F.S.U. 28
3 rue Louis Blériot 28 300 Champhol
Tel : 02/37/21/23/96
E-Mail : fsu28@fsu.fr

Imprimé par nos soins – Ne pas jeter sur la voie publique

Mardi 22 mars

Toutes et tous en grève

pour exiger
l'augmentation des salaires
dans la Fonction publique

14h30 AG de Gréviste

Salle Louis Blériot,
local FSU
3, rue Louis Blériot à Champhol

17h Rassemblement devant la Préfecture

Place de la République

à **Chartres**

C'est possible d'augmenter nos salaires :

- Plus de 7 milliards « d'économies » seraient réalisées en 2016 du fait de l'absence de revalorisation de la valeur du point d'indice au regard de la seule inflation depuis 2012.

- L'argent existe bel et bien dans les caisses de l'Etat : 1 % d'augmentation représente près de 2 milliards sur les trois versants (source : Cour des Comptes) soit seulement 11 % des budgets consacrés au Crédit d'impôt « Compétitivité-Emploi » pour 2016.

- Une réelle réforme fiscale fondée sur le principe d'une meilleure redistribution des richesses produites permettrait de dégager les recettes nécessaires à l'action publique et à la solidarité, il est encore temps de le faire !

F.S.U.

Avec la FSU,
pour le Service Public !



Imprimé par nos soins – Ne pas jeter sur la voie publique